

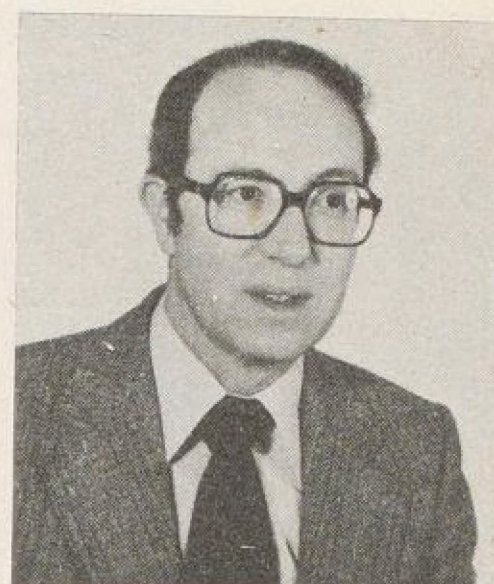


Léon ARNOULD
Candidat

Scrutin de Ballottage du 19 Mars 1978

Léon ARNOULD et Jean MARTIN

Majorité Présidentielle



Jean MARTIN
Suppléant

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Je remercie les 15.250 électrices et électeurs qui ont bien voulu me faire confiance, ainsi qu'à Monsieur Jean MARTIN, dès le premier tour.

En accordant près de 8.000 voix à Monsieur GAUTHIER, candidat R.P.R., qui s'est désisté en notre faveur, les partisans de la majorité totalisent près de 35 % des suffrages exprimés, soit un score supérieur à celui obtenu en 1973.

J'ai pris, avec mon suppléant, la décision de poursuivre la lutte, en nous réclamant de Valéry GISCARD D'ESTAING et de sa politique d'ouverture, de progrès économique et de justice sociale.

**Dimanche l'enjeu sera très important.
Le pays remettra son destin entre vos mains.
Vous aurez le choix :**

- entre les tenants du programme commun qui, malgré l'accord de désistement restent divisés et risquent de nous conduire au chaos politique, car partout dans le monde où les communistes ont eu le pouvoir, ils ne l'ont plus rendu et les libertés ont disparu.

OU

- entre les représentants de la Majorité Présidentielle qui veulent le progrès social dans la sécurité et qui, en 20 ans, depuis l'arrivée du Général de Gaulle, ont doublé le niveau de vie des Français.

NON, tous les Français qui sont des démocrates ne peuvent pas voter communiste.

Nous proposons le Progrès Social dans la sécurité :

- Priorité à la création d'emplois et allègement des charges des P.M.E. qui embauchent des jeunes,
- Revenu minimum de 3.500,00 F par mois en 1979 pour les familles de 3 enfants et augmentation rapide du SMIC,
- Minimum vieillesse de 2.500,00 F par mois en 1979 pour un ménage,
- Durée des congés maternité augmentée de 3 mois, et statut des femmes de commerçants, artisans et agriculteurs travaillant avec leur mari,
- Aide aux familles pour que tous les jeunes partent en vacances,
- ETC., ETC.

et notre programme prévoit une réforme profonde :

Participation des représentants des Cadres, puis des Salariés, à la Direction des Grandes Entreprises (comme la Sidérurgie).

Nous préférons donner des pouvoirs aux représentants des travailleurs dans la grande entreprise dont dépend leur emploi et leur avenir, plutôt que la nationalisation où l'état-patron décidera tout.

Et sur le plan local nous rechercherons :

- par des décisions communautaires de la CECA, la fin du chômage conjoncturel,
- l'implantation d'industries sous-traitantes de SAVIEM, CITROEN/PEUGEOT, RENAULT, sur la zone de Florange-Uckange créée en 1973 et qui peut recevoir encore 2.000 emplois,
- l'aménagement de zones industrielles dans l'Orne et sur le Plateau.

Vous refuserez votre confiance à Monsieur DEPIETRI qui n'a pas créé un seul emploi en 5 ans dans notre circonscription.

Et vous voterez pour l'avenir de la France et de vos libertés :

Léon ARNOULD

Député de 68 à 73

et Jean MARTIN